



Asie du Sud-Est

L'adhésion « imminente » de la RDP lao à l'OMC : entre intégration économique et reconnaissance politique

Repères

1990

Arrêt brutal des aides soviétiques

1991

Ouverture économique du Laos

1995

Adhésion de la Birmanie et de la Thaïlande à l'OMC

1997

Le Laos devient membre de l'ASEAN et demande l'accession à l'OMC

2001

Adhésion de la Chine à l'OMC

2004

Organisation de la X^e conférence annuelle de l'ASEAN à Vientiane et adhésion du Cambodge à l'OMC

2007

Adhésion du Vietnam à l'OMC

2009

Organisation des 25^e jeux d'Asie du Sud-Est à Vientiane

Le Laos, comme ses voisins chinois, vietnamien et cambodgien, s'est lancé depuis le début des années 1990 dans un processus de transition vers une économie de marché, tout en conservant un système politique communiste. Les similitudes s'arrêtent là puisqu'il ne règne en RDP lao ni l'effervescence ni le dynamisme présent en Chine et au Vietnam. Le Laos fait partie de la liste des pays les moins avancés (PMA), dont l'économie est essentiellement basée sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, mais dans lequel un processus d'industrialisation et d'intégration économique se met progressivement en place. Faut-il le rappeler, le processus d'intégration économique se définit comme l'harmonisation des systèmes économiques et l'élimination progressive des réglementations qui s'opposent à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

Depuis quelques années, les accords bilatéraux soutenant l'admission de la RDP lao à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se multiplient. Le dernier en date, avec l'Australie, vient d'être signé le 24 juin suite à des discussions entamées en 2006. Avec cette entente, l'Australie rejoint la liste des pays ou des organisations régionales comme la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les États-Unis, le Canada, l'UE et Taiwan qui ont d'ores et déjà apporté leur soutien à une accession rapide de la RDP Lao à l'OMC. Toutefois, même s'il n'y a guère de doute quant à l'admission du Laos dans l'OMC d'ici vraisemblablement 2013, il manque encore l'accord de certains pays membres de cette organisation. Plusieurs gouvernements redoutent une intégration trop rapide du Laos à l'économie mondiale en raison de son retard économique et des critères d'adhésion non encore atteints. Ces interrogations sur la RDP lao concernent notamment les questions sur la protection des biens intellectuels.

Pourtant, le Laos n'est pas un novice en termes d'intégration économique et commerciale. En effet, la RDP lao a intégré l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN en anglais) en 1997. Même si l'engagement du Laos dans

2011

Dépôt du premier projet de document final auprès de l'OMC

2012

Organisation du IX^e sommet du Dialogue Asie-Europe à Vientiane

2013

Adhésion « très vraisemblable » du Laos à l'OMC

l'ANASE lui est bénéfique, le pays a dû consentir d'importantes concessions, et notamment les obligations tarifaires de la zone de libre-échange AFTA (ASEAN Free Trade Area). Par ailleurs, le Laos a été accepté dans l'ANASE en contrepartie de la promesse formelle de s'engager dans la libéralisation de son économie et d'enclencher la transition vers une économie de marché. L'entrée dans l'ANASE a été une étape capitale pour le Laos ainsi qu'une contrainte qui l'a inéluctablement poussé vers plus d'ouverture et de réformes économiques importantes dont il tire aujourd'hui les bénéfices, comme l'adhésion probable à l'OMC.

Pays enclavé sans débouché maritime hier, le Laos est aujourd'hui devenu un « carrefour » d'échanges avec ses voisins immédiats (Chine, Vietnam, Thaïlande, Cambodge et, dans une moindre mesure, la Birmanie) et un espace de communication et d'interconnexion (projets routiers, ferroviaires et énergétiques) entre les pays de l'ANASE et la Chine. Cette évolution rapide s'appuie essentiellement sur les richesses présentes sur son territoire et la position de ce dernier entre l'Inde et la Chine, confirmant l'hypothèse selon laquelle la RDP lao utilise ses ressources naturelles abondantes (bois, hydroélectricité, mines) et sa position géographique pour devenir un pôle géostratégique régional. Toutefois, la crainte du gouvernement laotien – ainsi que de nombreux bailleurs de fonds et d'ONG – est d'être considéré uniquement comme un « pays de transit » bradant au plus offrant ses ressources. Pour prévenir ce danger, l'adhésion à l'OMC devrait permettre au Laos de devenir un acteur actif et un gestionnaire des projets d'infrastructures de transport et des flux commerciaux de la région du Grand Mékong, projet soutenu par la Banque asiatique de développement (BAD). En effet, le gouvernement lao compte bien saisir l'opportunité historique de jouer un rôle constructif et diplomatique dans le développement économique et politique de la partie péninsulaire de l'Asie du Sud-Est tout en jouant un rôle d'entremetteur entre l'ANASE et la Chine. Par ailleurs, on constate depuis 2005 que les investissements directs étrangers (IDE) ne cessent de progresser et on peut penser qu'une fois dans l'OMC le Laos attirera davantage de capitaux étrangers non asiatiques, modifiant le rapport de force avec ses voisins immédiats (Vietnam, Chine et Thaïlande) et ses principaux investisseurs.

Grâce aux réformes engagées, à l'ouverture économique et à l'intégration régionale, les relations internationales du Laos ont été transformées en seulement une décennie. Au cours des dix dernières années, elles se sont matérialisées par l'organisation sur le territoire laotien d'événements internationaux comme

la X^e conférence annuelle de l'ASEAN en 2004 ou les 25^e jeux d'Asie du Sud-Est de 2009 à Vientiane.

La tenue les 5 et 6 novembre 2012 du IX^e sommet du dialogue Asie-Europe à Vientiane sera sans aucun doute pour le Laos l'événement majeur de son histoire contemporaine. Cette rencontre permettra vraisemblablement d'accélérer l'examen de sa candidature par certains pays membres de l'OMC en vue d'une intégration rapide. Une véritable consécration pour un pays qui était encore à la fin des années 1980 complètement recroquevillé sur lui-même et isolé du monde.

par *Éric Mottet* ■



Taiwan

Des *backpackers* chinois à Taiwan

Le 1^{er} juillet 2011, la relation interdétroit, au beau fixe depuis trois ans et confortée depuis la mise en place de l'Economic Cooperation Framework Agreement (ECFA), a pris une nouvelle dimension avec l'autorisation accordée aux voyageurs chinois de circuler à Taiwan sans devoir passer par les services d'un tour opérateur. En d'autres termes, les *backpackers* chinois sont désormais les bienvenus à Taiwan. Cette décision peut à première vue paraître anodine, en comparaison avec les échanges commerciaux qui ont augmenté de façon considérable ces dernières années, mais elle est en fait d'une importance considérable pour deux raisons.

D'une part, les Chinois vont pouvoir désormais venir plus facilement à Taiwan, ce qui aura certainement pour effet d'augmenter de manière considérable le nombre de visiteurs. Les Chinois voyagent de plus en plus à l'étranger, et la proximité géographique de Taiwan, associée aux facilités qu'offre la langue commune, en fait une cible privilégiée. D'autre part, les échanges entre Taiwanais et Chinois sont essentiels pour l'établissement d'une meilleure relation de confiance entre les deux entités rivales. Les citoyens taiwanais se rendent déjà massivement en Chine continentale (depuis la levée de l'interdiction de se rendre sur le continent par les autorités taiwanaises en 1987), ce qui a pour effet de réduire les préjugés négatifs. En instaurant une réciprocité permettant aux Chinois du continent de découvrir

Repères

6 millions (mio) de touristes sont attendus à Taiwan en 2011, contre 5,5 mio en 2010, soit une progression de près de 10 %.

Près de 9 mio de visiteurs se sont rendus à l'Exposition florale internationale de Taipei, qui s'est tenue du 6 novembre 2010 au 25 avril 2011. Il s'agit d'un record pour l'organisation d'une manifestation à Taiwan. Les échanges interdétroits se sont encore étendus et concernent désormais 205 secteurs différents.